



Royaume du Maroc



Communiqué de Presse

Le Dialogue multipartite : Des engagements contre la corruption à l'action a rassemblé sous le haut patronage de sa majesté le roi du Maroc plus de 200 représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, des donateurs et des organisations régionales et internationales (33 pays, 25 associations et 4 organisations internationales). Il a permis un échange d'expériences entre les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord et des pays de l'OCDE sur les moyens d'assurer que les efforts contre la corruption s'inscrivent dans des réformes plus générales pour promouvoir la transparence, la participation du public et la prééminence du droit.

Lors de son discours introductif, le **Premier Ministre Son Excellence Monsieur Abbas Al-Fassi** a rappelé l'engagement du Royaume du Maroc à lutter contre la corruption et à traduire ces engagements en politiques et mesures concrètes en vue de restaurer la confiance du public. Compte tenu des récents évènements dans la région, le Maroc a appelé les gouvernements à aller au delà des déclarations d'intentions en œuvrant à la mise en application de réformes pour promouvoir la transparence et l'intégrité.

Monsieur le **Ministre de la modernisation des secteurs publics Son Excellence Monsieur Saad El-Alami**, qui était le fer de lance de ce dialogue, a appelé les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord à adopter des recommandations concrètes en préparation des discussions de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

Dans cette perspective, les participants ont fait des propositions de suivi contre la corruption dans les pays Arabes :

1. Accélérer les réformes contre la corruption, d'éthique et notamment en portant une attention particulière au développement et à la mise en œuvre de :
 - Mesures de prévention de la corruption, notamment en matière d'intégrité des fonctionnaires publics, au travers de codes de conduite, de systèmes de gestion des conflits d'intérêts et de déclarations de patrimoine ;
 - Lois claires ainsi que des systèmes de justice et de coopération internationales efficaces ;
 - Lois d'accès à l'information et processus de consultation et de participation du public dans le développement de politiques contre la corruption ;
 - Mesures spécifiques pour les secteurs qui ont un impact direct sur la vie des populations notamment en matière de passation de marchés publics ;
 - Mesures pour promouvoir un climat propice aux affaires et à l'intégrité.

2. Renforcer les cadres pour examiner les progrès effectués dans la mise en œuvre des instruments et normes internationales contre la corruption dans les pays arabes en s'appuyant sur les mécanismes et réseaux existants ;
3. Investir des efforts pour permettre la création et le renforcement d'organisations de la société civile et les consulter plus systématiquement dans le développement de politiques anti-corruption et renforcer les capacités de la société civile dans la région pour suivre les actions gouvernementales.
4. Encourager les progrès comme suit :
 - L'OCDE va développer et lancer un observatoire sur l'intégrité dans le cadre de l'initiative MENA-OCDE pour mesurer les progrès dans la mise en œuvre de réformes nationales contre la corruption en s'appuyant sur l'utilisation de la méthodologie des examens par les pairs et la collection de données objectives au niveau régional
 - Le PNUD et ses partenaires, en particulier l'ONUSUD vont soutenir les pays arabes dans leurs réformes contre la corruption dans le cadre du Projet régional anti-corruption et intégrité dans les pays arabes qui s'appuie sur les leçons du programme sur la gouvernance dans la région arabe
 - Les entreprises actives dans la région vont établir un réseau afin de représenter les perspectives du secteur privé et permettre sa participation efficace dans les efforts contre la corruption, avec le soutien de l'initiative MENA-OCDE et le PNUD ainsi que d'autres partenaires.
 - Les participants de cette conférence ont suggéré d'organiser un forum de suivi afin de fournir une plateforme de haut-niveau qui soit chargée d'identifier de nouvelles initiatives contre la corruption ainsi que des engagements concrets accompagnés de délai de mise en œuvre précis afin de montrer des progrès.